

Salaires, profits, investissements, où va-t-on ?

Les chiffres, dont on dispose pour 2004, indiquent une augmentation importante des profits de certaines entreprises. Contrairement à ce qu'un examen superficiel pourrait faire croire, la part des salaires dans la valeur ajoutée, si elle diminue, ne s'effondre pourtant pas : elle n'a jamais été aussi élevée qu'en 2003. Mais on constate un recul inquiétant des investissements qui, à cause de la mondialisation, sont davantage réinvestis à l'étranger. Le danger de cette évolution est que le partage de la valeur ajoutée entre les travailleurs et le capital ne se fasse plus de manière équilibrée et équitable au risque de compromettre l'avenir.

Philippe Defeyt

Philippe Defeyt, économiste, est enseignant et chercheur à l'Institut pour un développement durable.

Comme d'autres, j'ai été surpris et interpellé par la croissance parfois très élevée des profits des entreprises, dont les résultats annuels pour 2004 sont en train d'être publiés. Deux exemples parmi d'autres : bénéfice net en hausse de 53 % pour le groupe Fortis et de 23,5 % pour le groupe Delhaize.

Pour certains, ces hausses donnent à penser que la part des salaires dans la valeur ajoutée¹ est en train de reculer, voire de s'effondrer. Cet article a pour seule préoccupation de faire comprendre un peu mieux ce qui se passe, dans une perspective de moyen terme. C'est en effet une des caractéristiques de l'information d'aujourd'hui que de se braquer sur le très court terme, sans perspective de moyen ou long terme. Il en va ainsi pour de nombreux sujets depuis le prix du café (il augmente ces dernières semaines, certes, mais à partir d'un niveau histori-

¹ Pour ceux qui ne s'en souviendraient pas, rappelons que la valeur ajoutée est la différence entre les ventes et les achats (matières premières, énergie, assurances...) nécessaires à la production. Par rapport au chiffre d'affaires, la valeur ajoutée est très importante dans des secteurs comme la finance et moins importante dans des industries comme la sidérurgie. Avec la valeur ajoutée, l'entreprise doit payer les salaires, les intérêts sur ses dettes, les taxes et impôts, les amortissements, mettre de l'argent de côté pour les années maigres ou pour se développer et, enfin, verser des dividendes à ses actionnaires.

quement bas) jusqu'aux déclarations politiques (l'absence de suivi médiatique fait que l'on peut dire tout et son contraire à quelques mois d'intervalle).

Le graphique suivant reproduit l'évolution depuis 1987 de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises non financières. Issu des comptes nationaux ce regroupement d'entreprises représente environ deux tiers des rémunérations totales de l'économie belge et la toute grande part des rémunérations versées par le secteur marchand.

Contrairement à l'« impression » qui domine — mais d'où vient donc qu'on se base à ce point, pour des questions aussi importantes, sur des « impressions »? —, la part de la valeur ajoutée qui est distribuée sous forme de salaires n'a jamais été — au cours des quinze dernières années — aussi élevée en 2003 (exception faite de 1987). La part des salaires dans la valeur a même augmenté de plus de

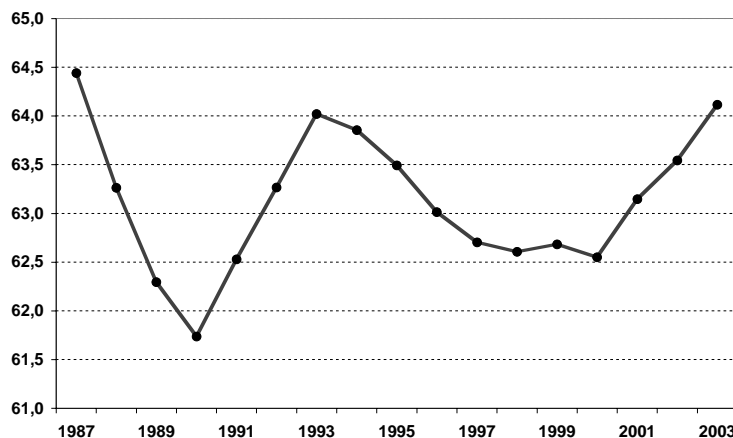
1,5 % au cours des trois dernières années disponibles, pour dépasser 64 %.

Le graphique s'arrête malheureusement en 2003, faute de données disponibles pour 2004. On peut cependant penser, sur la base des éléments dont on dispose à ce jour, que 2003 a été un nouveau sommet (comme celui observé en 1993) et que la part des salaires a effectivement régressé en 2004 par rapport à 2003. Cela dit, il est peu probable que, pour autant, on ait assisté en 2004 à un *effondrement* (expression qu'on a pu entendre de ci de là) de la part des salaires dans la valeur ajoutée ni même, par exemple, à un retour au niveau atteint en 2000 (environ 62,5 %).

L'évolution tendancielle de la part des salaires dans la valeur ajoutée au sein des principaux secteurs de l'économie belge révèle un profil d'évolution temporelle semblable à celui qui apparaît sur le graphique ci-dessous.

² Sociétés non financières — moyennes mobiles sur trois ans.

Part des salaires (en %) dans la valeur ajoutée²



Comment réconcilier ces observations avec les bénéfices affichés des entreprises dont on dispose déjà des résultats pour 2004? Voici quelques éléments d'interprétation.

Un effet statistique d'abord: les profits étant un « résidu » souvent modeste en proportion du chiffre d'affaires, il ne faut pas nécessairement une grosse baisse des salaires ou d'autres dépenses d'exploitation pour gonfler de manière significative les profits.

Plusieurs des résultats publiés au cours des dernières semaines concernent des groupes qui ont un champ d'action international et il n'est pas toujours précisé quelle est la part des activités en Belgique dans l'évolution des bénéfices. Or on peut supposer que certains groupes internationaux, comme par exemple, le brasseur Inbev, ont surtout progressé dans d'autres pays. À mon sens, il faut distinguer le profit consolidé des entreprises qui ont des activités internationales et le profit gagné sur le territoire national. Des pro-

fits très élevés peuvent être engrangés à l'étranger sans que la part des salaires dans la valeur ajoutée se réduise pour autant en Belgique. Il faut aussi faire la différence entre les grands groupes et les petites et moyennes entreprises qui connaissent une situation moins brillante.

Enfin, comme souvent, on a plus souvent insisté ces derniers temps sur les résultats en hausse que sur les résultats en baisse. Or, par exemple, Agfa a enregistré une perte nette de 143 millions d'euros après un bénéfice de 323 millions en 2003.

Cela dit, il est vrai que toute une série d'évolutions économiques observées en 2004 peuvent avoir dopé les profits. On pense d'abord à la faible hausse des coûts salariaux horaires, qui ont augmenté moins vite ces deux dernières années qu'au début de la décennie. Cette moindre hausse est notamment attribuable à la baisse des cotisations sociales versées par les employeurs (voir tableau ci-après).

Couts salariaux dans le secteur privé (variations à un an d'écart)

	2000	2001	2002	2003	2004
Salaires bruts par heure prestée	+ 2,3	+ 3,7	+ 3,6	+ 3,1	+ 3,3
Cotisations sociales employeurs*	- 0,8	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 0,6
Couts salariaux par heure prestée	+ 1,5	+ 4,1	+ 4,2	+ 2,7	+ 2,6

Source: B.N.B. (Rapport 2004, Tome 1, p. 78)

* contribution à l'évolution des couts salariaux

Il est par ailleurs évident que de nombreuses entreprises (c'est par exemple le cas du groupe Suez) ont réussi à réduire leur endettement. Si on ajoute à cela la baisse des taux d'intérêt, qui profite aux entreprises comme aux particuliers, il est plus que probable que la part de la valeur ajoutée qui doit être consacrée à payer des intérêts a baissé en 2004, comme elle l'a fait au cours des deux années précédentes.

Enfin, beaucoup de secteurs ou d'entreprises ont été dopés, directement ou indirectement, par le boom économique en Asie — c'est certainement le cas d'Arcelor — et, d'une manière générale, par une conjoncture qui s'est révélée meilleure que prévu.

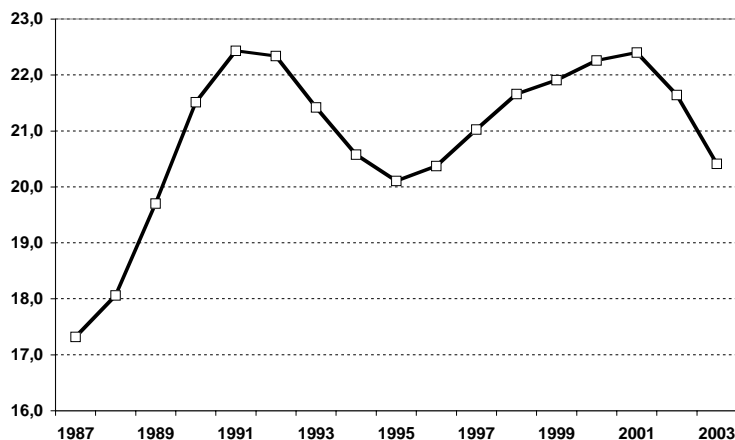
Si les données et indications présentées ici ne permettent pas d'étayer certaines craintes par rapport à l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée, il ne faut pas, pour autant, croire qu'il n'y a aucun problème.

L'investissement est indispensable au développement économique. À cet égard, le constat est inquiétant. Comme l'indique le graphique qui suit, le taux d'investissement, c'est-à-dire l'importance des investissements par rapport à la valeur ajoutée des entreprises, a reculé depuis 2000. Tenant compte des estimations relatives aux évolutions économiques, il est quasiment certain que le taux d'investissement en 2004 aura encore reculé pour atteindre le niveau le plus faible depuis 1990.

Comme si la faiblesse relative des investissements ne suffisait pas, on peut exprimer trois autres craintes.

Une crainte conjoncturelle d'abord. Le probable recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée observée en 2004 pourrait se prolonger en 2005, voire au-delà. Ce qui ne serait pas très favorable au dynamisme de l'activité économique alors que la conjoncture est chancelante.

Taux d'investissement
(rapport exprimé en % entre les investissements et la valeur ajoutée³)



³ Sociétés non financières
moyennes mobiles sur trois ans.

Une crainte structurelle ensuite: il est probable que, mondialisation oblige, les profits engrangés par beaucoup de multinationales soient réinvestis de plus en plus à l'étranger. C'est donc moins — pour reprendre le leitmotiv économique des années quatre-vingt — la question du lien entre les profits d'aujourd'hui et les investissements de demain qui est aujourd'hui essentielle que celle de la localisation des investissements. On doit aussi se demander dans quelle mesure les bénéfices réinvestis le sont pour *accroître* le stock de capital (matériel et immatériel), fondement de l'activité économique et de ses évolutions, ou pour racheter des entreprises existantes. L'impact économique n'est évidemment pas le même. Dans le même ordre d'idées, on doit s'interroger sur cette mode qui consiste à racheter ses propres actions! Un capitalisme prédateur et cannibale à la fois?

Enfin, une crainte que l'on pourrait presque qualifier de sociale: on peut redouter que la situation relative des P.M.E. et indépendants soit beaucoup moins favorable que celle des grands groupes qui opèrent à l'échelle internationale.

D'une manière générale, ce serait une erreur de mettre toutes les entreprises dans le même panier. Il faut distinguer les grands groupes — surtout quand ils opè-

rent à un niveau international — des P.M.E. et indépendants. Beaucoup de ceux-ci rencontrent des difficultés objectives pour faire des affaires simplement correctes.

Ceux qui ont en mémoire l'histoire économique de la Belgique savent que ce que l'on a appelé les Trente glorieuses (soit la période de grande prospérité économique qui court de 1945 à 1975) était bâti sur un partage équilibré et équitable de la valeur ajoutée. On considérait comme normal qu'une partie du supplément de moyens apporté chaque année par la productivité ou la croissance soit partagée entre les travailleurs et le capital. Ne pas respecter au minimum cette règle pour la bonne marche de l'économie — selon des modalités peut-être à redéfinir — serait une erreur. Éviter une telle dérive historique dépend cependant aujourd'hui du niveau européen. On peut craindre le pire... ■